



Réseau international pour  
les droits économiques,  
sociaux et culturels

**2014**

# Rapport annuel



Réseau-DESC

# 1

Bonjour



Nous avons célébré d'importantes victoires sur le plan des droits humains en 2014. À la suite d'actions concertées de plaidoyer mondial, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a entrepris l'élaboration de normes contraignantes concernant les droits humains et les entreprises. Le Congrès et le président du Paraguay ont promulgué une loi visant à restituer les terres des Sawhoyamaxa. Et de nouveaux liens stratégiques ont été tissés entre des membres de mouvements sociaux au Pérou et des défenseur-e-s des droits des femmes au Mexique. Cependant, la répression subie par plusieurs membres du Réseau-DESC, les violations systémiques mettant en cause des acteurs privés et leurs pays d'origine et de nombreuses inégalités sont venues tempérer ces célébrations.

Pour perfectionner notre modèle de travail, nous avons renforcé certains principes de base qui semblent essentiels pour « bâtir un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes » dans un environnement mondial qui évolue rapidement. Les droits humains apportent un cadre reconnu internationalement pour mettre en cause nos systèmes politiques et économiques et poser des revendications morales et juridiques. Ce cadre rallie les membres du Réseau-DESC et oriente les efforts communs de plaidoyer. La force de cette action collective suppose de mettre en lien des membres de 70 pays, en insistant sur la centralité des mouvements sociaux et des groupes de base et en assurant un équilibre hommes-femmes au niveau du leadership et une analyse intersectionnelle. Ces principes de base exigent de travailler avec des groupes de tous horizons linguistiques et historiques, d'examiner la particularité de chaque situation, mais aussi de cerner les causes profondes communes de l'injustice et de créer des espaces afin d'approfondir la vision stratégique.

Nous ne cessons d'apprendre et d'explorer de nouveaux partenariats. Les enjeux sont de taille pour nos familles, nos communautés et notre monde de plus en plus interrelié. Nous croyons que la justice sociale et l'égalité de fait peuvent être une réalité pour tous et toutes. Mais nous savons qu'il faut pour cela faire face aux déséquilibres de pouvoir actuels. Notre réponse est de renforcer l'analyse commune et l'unité d'action de plus de 220 groupes de base et organisations de la société civile et 50 défenseur-e-s et académiciens. Ces membres du Réseau-DESC représentent un noyau essentiel d'un mouvement mondial organisé pour garantir des droits fondamentaux à tous et toutes.

Hossam Bahgat, président du conseil  
EIPR (Égypte)

Cathy Albisa, trésorière du conseil  
NESRI (États-Unis)

Ximena Andión-Ibañez  
ILSB (Mexique)

Saeed Baloch  
PFF (Pakistan)

Minerva Gonzales  
ESCR-Asia (Philippines)

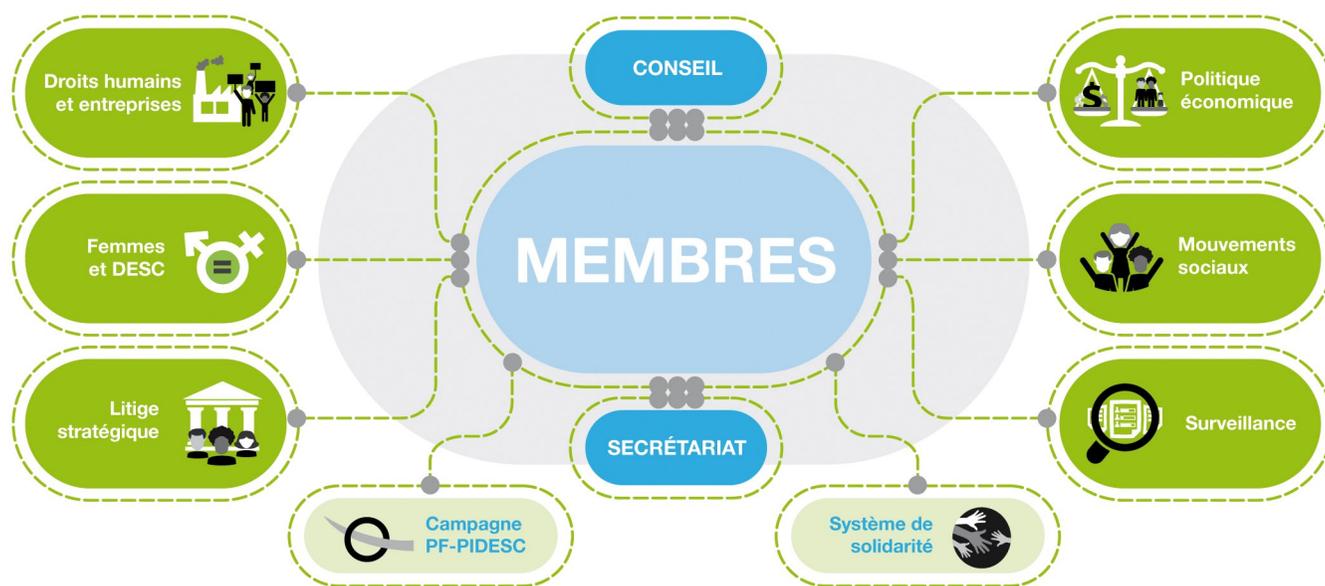
Legborsi Saro Pyagbara  
MOSOP (Nigeria)

Sandra Ratjen  
ICJ (Suisse)

Chris Grove  
Directeur, Réseau-DESC

Les **membres** du Réseau-DESC – plus de 270 mouvements sociaux, ONG et défenseur-e-s de 70 pays – « visent à bâtir un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes ». Notre **conseil** est élu parmi et par les membres sur la base des principes de diversité régionale, d'équilibre hommes-femmes et d'inclusion des mouvements sociaux.

Le Réseau-DESC est mené par des membres, qui élaborent des analyses communes, définissent des stratégies et mènent une action collective, principalement à l'aide de **groupes de travail**, notamment : Femmes et DESC, Droits humains et entreprises, Litige stratégique, Politique économique, Surveillance des DESC et Mouvements sociaux, ainsi que la Coalition d'ONG pour le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Système de solidarité avec les défenseur-e-s des droits humains faisant l'objet de menaces. Chaque année, les groupes de travail évaluent leurs progrès, revoient les objectifs et déterminent les actions collectives prioritaires dans le cadre de plans de travail communs. Le personnel du **Secrétariat**, composé de 11 membres travaillant à New York, Montevideo et Londres, facilite le dialogue stratégique et le plaidoyer commun des membres.



Créé en 2003 en tant qu'« initiative de collaboration entre groupes et individus du monde entier œuvrant à assurer la justice économique et sociale axée sur les droits humains », le Réseau-DESC s'est toujours fondé sur quelques principes :

- Faire valoir tous les droits humains, comme étant universels, indivisibles et interdépendants, en mettant particulièrement l'accent sur les questions relatives aux DESC ;
- Assurer la diversité régionale, la centralité des groupes de base et des mouvements sociaux, l'équilibre hommes-femmes au niveau du leadership et une analyse intersectionnelle ;
- Fonder les activités du réseau sur le vécu des populations touchées par des violations des DESC et promouvoir des actions collectives concrètes pouvant amener des changements systémiques ;
- Viser l'analyse commune et le consensus dans la prise de décisions en tant que réseau mené par les membres, mais en respectant l'autonomie des positions de chaque participant-e.

Les membres et le conseil du Réseau-DESC ont participé en 2013 à un processus de planification stratégique à l'échelle du réseau, se fixant les **objectifs suivants pour 2013-2016** :

1. Promouvoir les efforts collectifs, stratégiques et transnationaux visant la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) pour tous et toutes, en interdépendance avec les droits civils et politiques ;
2. Renforcer les normes internationales et les mécanismes de responsabilisation concernant les DESC, en veillant à ce qu'ils soient accessibles aux communautés touchées, aux groupes de base et aux ONG nationales et qu'ils soient le reflet de leurs réalités et de leurs actions de plaidoyer ;
3. Consolider le renforcement des capacités entre membres et favoriser le partage d'analyses et de stratégies entre groupes de tous horizons géographiques, linguistiques et historiques ;
4. Poursuivre notre rôle de dépositaire mondial fiable et de source collective d'informations et de ressources essentielles en matière de DESC ;
5. Coordonner des actions de soutien mutuel et de solidarité pour faire avancer les luttes des membres.

Lors de sa 26<sup>ème</sup> session, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a mis en place un Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé de procéder à l'élaboration d'un instrument contraignant concernant les droits humains et les entreprises, à la suite d'actions concertées de plaidoyer menées dans 20 capitales et grâce à l'appui de groupes de base et d'ONG dans plus de 90 pays. Ces actions ont aussi permis de donner un mandat ferme au Groupe de travail des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme et ont insufflé un nouvel élan au plaidoyer en faveur de la responsabilisation au niveau national et régional.



Après avoir co-fondé **Bank on Human Rights**, le Groupe de travail sur les politiques économiques a joué un rôle déterminant pour mobiliser des membres et des alliés dans la campagne pour le renforcement des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale et le respect des obligations en matière de droits humains liées au financement du développement à différents niveaux. Un comité directeur formé de membres de diverses régions facilite maintenant le plaidoyer de quelque 50 organisations, dont plusieurs solides groupes de base membres du Réseau-DESC, tels qu'Ekta Parishad (Inde), Chiadzwa Community Development Trust (Zimbabwe) et Otros Mundos (Mexique).



Vingt-cinq défenseurs des droits des femmes ont pris part à un atelier régional latino-américain et approfondi leur connaissance des normes et mécanismes internationaux des droits humains, de l'analyse intersectionnelle sexospécifique et des stratégies de plaidoyer, en se servant du guide récemment traduit : Faire valoir les droits économiques, sociaux et culturels des femmes. L'atelier a également permis de définir de nouvelles priorités de **plaidoyer collectif en faveur des droits des femmes**, concernant notamment le logement et la terre.



Après une semaine d'échange stratégique entre 25 dirigeant-e-s de mouvements sociaux au Pérou, **les mouvements sociaux ont renforcé leurs liens de solidarité** et assumé de nouvelles fonctions dans les groupes de travail sur les femmes et les DESC et sur les entreprises et les droits humains. Des représentant-e-s de la lutte des Ogoni au Nigeria, de campements informels au Kenya et de populations démunies aux États-Unis ont été invités à une formation de jeunes dirigeant-e-s coordonnée par un mouvement de sans terre en Inde, tandis que des porte-parole de mouvements de l'Inde et d'Afrique du Sud ont pris part à des dialogues aux États-Unis.



À la suite d'une longue lutte menée par les Sawhoyamaxa, en partenariat étroit avec Tierraviva et finalement avec le Groupe de travail en litige stratégique, une loi assurant la restitution de leurs terres – conformément à une décision rendue en 2006 par la Cour interaméricaine – a été approuvée par le Sénat paraguayen fin avril 2014 et signée par le président en juin 2014, ce qui représente une importante **victoire pour les Sawhoyamaxa** et pour d'autres communautés autochtones du monde entier.



Le Groupe de travail en litige stratégique du Réseau-DESC a lancé **Claiming ESCR at the United Nations : A manual on utilizing the OP-ICESCR in strategic litigation** en trois langues, notamment dans le cadre d'ateliers au Népal et au Monténégro, et l'a diffusé auprès de plaideurs dans plusieurs régions. Couplé à la Base de données jurisprudentielle du Réseau-DESC, ce guide vient renforcer le litige au niveau national et favorise une plus grande collaboration avec le Comité des DESC et autres organes de suivi des traités.



Le Groupe de travail sur les entreprises et les droits humains a lancé **Global Economy, Global Rights** dans le cadre d'une séance d'information à l'intention des nouveaux titulaires de mandat des procédures spéciales des Nations Unies, renforçant la reconnaissance des obligations extraterritoriales des États pour ce qui est de réglementer les activités des entreprises et des investisseurs. Des échanges ont ensuite eu lieu avec plusieurs titulaires de mandats et membres des organes de suivi des traités.



Les efforts soutenus de plaidoyer de la part de membres du Réseau-DESC ont poussé **POSCO**, une société du Fortune 500, à élaborer un Code de conduite et des directives en matière de gestion des droits humains. Ces efforts ont créé des pressions dans plusieurs pays – notamment grâce à l'action collective de huit Rapporteurs spéciaux des Nations Unies – en coordination avec un puissant mouvement populaire. Cela a amené des investisseurs progressistes à mettre en doute l'intention qu'a POSCO de mettre en œuvre un immense projet d'exploitation sidérurgique qui aurait un impact considérable sur les droits humains et sur l'environnement en Inde. Le projet demeure paralysé.

Le **Système de solidarité** a servi à mobiliser la force collective et les ressources des membres du Réseau-DESC en appui à d'autres défenseur-e-s des droits humains. Cela a permis, entre autres, d'obtenir une réponse du gouvernement du Mexique et la suspension temporaire de l'Aqueduc Indépendance, de mettre en accusation des autorités sud-africaines qui seraient impliquées dans l'assassinat d'un dirigeant d'un mouvement social et d'obtenir la libération de défenseures des droits humains engagées dans une lutte incessante pour les droits des communautés du lac Boeung Kak au Cambodge.



Le Groupe de travail chargé de la surveillance a lancé une nouvelle plate-forme en ligne ([monitoring.escr-net.org](http://monitoring.escr-net.org)) en avril, offrant des articles de membres de différentes régions publiés chaque mois, des ressources multilingues et des discussions interactives. Entre mai et septembre, le volume de visiteurs a doublé et un nombre croissant d'organisations de diverses régions ont pris part aux discussions visant à **renforcer la surveillance des droits humains**.



Les trois premiers États africains ont ratifié le **Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PF-PIDESC)**, notamment le Gabon, le Cap-Vert et le Niger, à la suite d'une campagne fructueuse en faveur de la Résolution 223 de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples demandant la ratification du PF-PIDESC en 2012, d'une action continue de plaidoyer auprès du Conseil des droits de l'homme présidé par le Gabon et du soutien au plaidoyer entre pairs apporté par la Coalition d'ONG pour le PF-PIDESC par le biais du Groupes d'amis.



# 5

## Témoignages de nos membres

Le Réseau-DESC, ce sont ses membres de 70 pays, qui travaillent ensemble pour faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes.



● **Ebenezer Duroyaje, Community Law Centre, University of the Western Cape, Afrique du Sud.**

La Coalition d'ONG pour le PF-PIDESC et son soutien aux actions de plaidoyer menées au niveau national ont joué un rôle déterminant dans la ratification du PIDESC par l'Afrique du Sud. La Coalition a aussi grandement contribué à l'accompagnement des actions régionales de plaidoyer, notamment en organisant des événements parallèles pendant la session de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.



● **Debbie Stothard, Altsean-Burma, Thaïlande.**

Je crois qu'un traité sur les entreprises et les droits humains pourrait être la Convention de Genève de notre génération. Les impacts des pires formes d'atteintes aux droits humains liées aux entreprises ressemblent à ceux de la guerre. Le Réseau-DESC a joué un rôle fondamental pour générer la solidarité et l'activisme international nécessaire pour nous aider à franchir ces premiers pas... Le fait de freiner la force destructive de POSCO n'a pas réglé le problème, mais a donné aux communautés un répit plus que nécessaire et créé les conditions voulues pour négocier des solutions. Cela aurait été impossible sans la participation du Réseau-DESC.



● **Ida LeBlanc, National Union of Domestic Employees, Trinidad et Tobago.**

C'est toujours un privilège pour un organisme communautaire comme le nôtre de pouvoir collaborer et échanger des expériences avec d'autres organisations du monde entier, et le Réseau-DESC nous en a donné l'occasion... ce qui profitera aux travailleurs à faible revenu non seulement de Trinidad, mais aussi de toute la région des Caraïbes.



● **Alexandra Montgomery, Justiça Global, Brésil.**

La publication du Réseau-DESC « Global Economy, Global Rights » est un outil très important pour les organisations et les communautés du monde entier qui s'intéressent à la question de la responsabilité des entreprises, car il sert de référence concernant les obligations extraterritoriales des États pour ce qui est de respecter, protéger et mettre en œuvre les droits humains, s'inspirant des travaux menés par les différents organes de suivi des traités et titulaires de mandat des procédures spéciales des Nations Unies. De notre point de vue chez Justiça Global, il était prioritaire de consacrer du temps à cet outil... Le fait de pouvoir demander des comptes aux États d'origine, compte tenu de leurs obligations extraterritoriales, peut ouvrir aux communautés une voie essentielle d'accès à la justice.



● **Claire Padilla, EnGendeRights, Philippines.**

Les problèmes concernant les droits des femmes existent partout dans le monde, surtout pour les femmes pauvres... En tant que membre du Groupe de travail sur les femmes et les DESC, le travail conjoint de toutes ces expertes est très important pour nous.



● **S'bu Zikode, Abahlali baseMjondolo, Afrique du Sud.**

À nos camarades, amis et partenaires qui se sont solidarisés et se solidarisent toujours avec nous au moyen de manifestations, de pétitions et autres formes d'actions solidaires, nous voulons dire merci... Cette année a été marquée par des expulsions illégales, par des incendies de bidonvilles, par des arrestations, des violences et des assassinats... Dans ces moments difficiles, nous avons découvert de véritables amis, de vrais partenaires et de vrais camarades qui nous ont accompagnés sans juger, nous en sommes reconnaissants... Nous vous prions vivement de continuer à faire preuve d'une réelle solidarité avec d'autres qui subissent le même genre de répression, tout comme vous l'avez fait avec nous. Nous souhaitons offrir aussi la même réelle solidarité à d'autres qui en ont besoin.



● **Bret Thiele, Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights, États-Unis.**

Le Réseau-DESC joue toujours un rôle fondamental pour ce qui est d'aider l'Initiative mondiale pour les droits économiques, sociaux et culturels à remplir sa mission. En particulier, le Réseau-DESC non seulement réunit des coalitions influentes et coordonne des actions de plaidoyer collectif, mais il a aussi joué un rôle essentiel pour assurer un meilleur accès au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, permettant ainsi une plus grande efficacité dans la formulation de normes relatives aux droits humains et dans l'obtention de réparations pour les victimes de violations des droits ESC.



● **Allison Corkery, CESR, États-Unis.**

En tant que réseau mondial, la capacité du Réseau-DESC à réunir des dirigeant-e-s de mouvements sociaux, des intervenant-e-s et des universitaires à l'expérience, aux compétences et aux points de vue variés a énormément contribué à faciliter la réflexion sur les moyens de veiller aux droits économiques, sociaux et culturels. L'échange d'idées, le perfectionnement des connaissances, le partage d'innovations et la réflexion sur des enjeux importants dans le cadre du Groupe de travail chargé de la surveillance nous permettent de faire face à une difficulté fréquente dans nos actions de plaidoyer : celle de faire le lien entre les privations systématiques de droits qui pourraient être évitées et les défaillances des politiques et, donc, d'amener les institutions responsables à rendre des comptes.



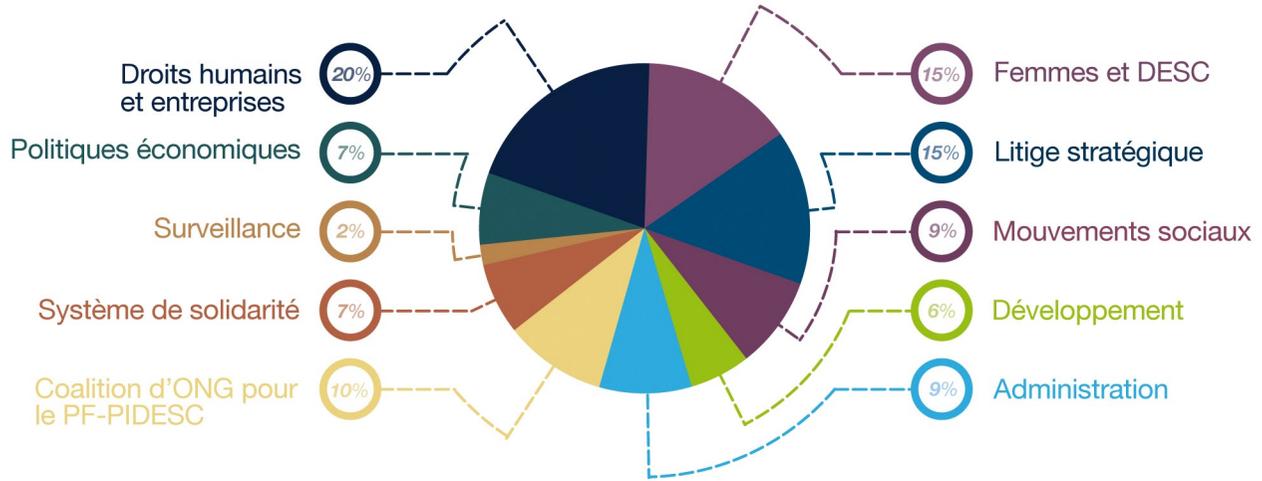
● **Oscar Ayala, Tierraviva, Paraguay.**

La capacité de mettre à profit l'expertise, la solidarité et le savoir mondial du Réseau-DESC dans des échanges concrets et en appui aux initiatives locales, comme on l'a vu dans l'affaire de la communauté Sawhoyamaya, est une expérience que nous apprécions beaucoup chez Tierraviva.



● **Touré Yaba Tamboura, Collectif Femmes du Mali (COFEM), Mali.**

Nous avons pu constater que nous ne pouvons coordonner nos actions et nos efforts que dans un espace où chaque personne ou membre contribue, où il existe un échange d'expériences et une consolidation des forces. Je crois en l'avancement des droits économiques, sociaux et culturels grâce à notre travail avec le Réseau-DESC.



Total des revenus : \$997,284.70 / Total des dépenses : \$1,066,437.85

Les membres du Réseau-DESC contribuent à des actions communes de plaidoyer, d'échange stratégique et de solidarité. Ces contributions sont essentielles au réseau et à son impact collectif. **Le Réseau-DESC remercie les nombreux membres et alliés qui ont consacré du temps et des efforts inestimables au travail de collaboration, ainsi que ceux qui ont partagé des ressources financières en 2014.**

Le Réseau-DESC tient à remercier les donateurs anonymes et les organisations suivantes de leur généreuse contribution :



SIGRID RAUSING TRUST



Chacune de ces contributions est essentielle pour bâtir un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes.



En septembre 2014, le Réseau-DESC a organisé une journée portes ouvertes pour accueillir des membres et sympathisant-e-s dans notre nouveau bureau.

Pour en savoir plus

[www.escr-net.org](http://www.escr-net.org)

 **ESCR Net / Red DESC**

 **@ESCRNet**

 **vimeo.com/escrnet**

Contactez-nous

[info@escr-net.org](mailto:info@escr-net.org)

+1-212-681-1236



ESCR-Net  
Red-DESC  
Réseau-DESC